

Dix points à débat pour une École Européenne de Sociologie du Droit

Pompeu Casanovas
Universitat Autònoma de Barcelona
GRES
GRC-2042

ducunt volentem...nolentem trahunt
(ils attirent à ceux qui veulent...
ils traînent à ceux qui ne veulent pas)

Séneca, *Lettres*, 107, 1. Cit. Sir Isaiah
Berlin (1996) 1998: 28

1. INTRODUCTION: L'ÉTAT-RÉSEAU

1.1. Je vais commencer mon intervention avec une longue citation de Manuel Castells (1998: 365). Il s'agit d'une des conclusions de son ouvrage sur l'âge de l'information. Mais ce qui pour lui c'est une conclusion, sera pour nous un début qu'il faudra développer:

*"Al reflexionar sobre la complejidad y flexibilidad crecientes del proceso político europeo, Keohane y Hoffman proponen la idea de que la Union Europea 'está organizada esencialmente como una red que supone mancomunar y compartir soberanía más que transferirla a un nivel superior'. Este análisis, desarrollado y teorizado por Waeber, acerca más la unificación europea a la caracterización del neomedievalismo institucional; es decir, una pluralidad de poderes que se solapan, según la descripción realizada hace años por Hedley Bull y de la que se hacen eco numerosos analistas europeos como Alain Minc. Aunque los historiadores pueden poner objeciones a dicho paralelismo, la imagen ilustra vigorosamente la nueva forma de Estado que ejemplifican las instituciones europeas: **el Estado red. Un Estado caracterizado por compartir la autoridad (es decir, la capacidad de imponer la violencia legitimada) a lo largo de una red. Una red, por definición, tiene nodos, no un centro. Los nodos pueden ser de tamaños diferentes y pueden estar enlazados por relaciones asimétricas en la red, de tal modo que el Estado red no impide la existencia de desigualdades políticas entre sus miembros. En efecto, todas las instituciones gubernamentales no son iguales en la red europea. No sólo los gobiernos nacionales siguen concentrando la mayor parte de la capacidad de tomar decisiones, sino que existen importantes diferencias de poder entre los estados-nación, aunque la jerarquía del poder varía en dimensiones diferentes: Alemania es el poder económico hegemónico, pero Gran Bretaña y Francia poseen mucho más poder militar y al menos la misma capacidad tecnológica. Sin embargo, prescindiendo de estas asimetrías, los diversos nodos del Estado red europeo son interdependientes, de tal modo que ningún nodo, ni siquiera el más poderoso, puede pasar por alto al resto, ni aun a los más pequeños, en el proceso de toma de decisiones. Si algún nodo político lo hace, todo el sistema se pone en entredicho. Esta es la diferencia entre una red política y una estructura política centralizada.***

Los datos disponibles y los datos recientes de la teoría política parecen sugerir que el Estado red, con su soberanía de geometría variable, es la respuesta de los sistemas políticos a los retos de la globalización. Y la Unión Europea puede ser la manifestación más clara hasta la fecha de esta forma de Estado emergente, probablemente característica de la era de la información".

1.2. Je voudrais suggérer plus loin qu'une école européenne de sociologie du droit devrait prendre au sérieux le problème de la nouvelle articulation du gouvernement, du pouvoir et de l'Etat. Mais de quel point de vue partons-nous? Je propose la perspective de la transformation profonde que les techniques, les

langages et ce que l'on pourrait appeler les "moeurs du droit" (soit de tradition germanique, française ou britannique) sont en train de subir en fonction des processus de globalisation et de la difficile construction identitaire d'une Europe économiquement et politiquement intégrée.

En effet, dans l'impécable analyse politologique de Castells il y a des contours et des profils qui sont encore à dessiner. D'abord, parce-que la question de l'identité apparaît comme une question imaginée dans la clé phénoménologique de l'"assignation du sens" [*Sinn, sense, sentido*]. Comme une question, donc, plus de conscience que de signes, schémas cognitifs, modèles culturels ou d'images. Mais, notamment, parce-que l'analyse de l'État et du droit est exprimée de façon positiviste: l'État c'est encore l'agent des sanctions positives et négatives (à la limite, garant des droits et détenteur du monopole de la violence physique). Quant au droit, il n'est conçu que comme expression, émanation ou résultat du décentrement de l'État. C'est-à-dire, même dans la nouvelle métaphore du réseau polycentrique *-network State-* il n'est pas conçu d'une façon différente à celle de l'"État de droit" du XIX^{ème} siècle. Le droit s'exprime à travers de normes, obligations et droits objectifs ou subjectifs. Bref: la transformation et le nouveau pouvoir générateur ou symboliquement productif du droit contemporain est largement ignoré. Or le droit est abstent de l'analyse, et néanmoins, la perspective de Castells suggère aussi -par son recours aux institutions et au Moyen-Age- la dissolution du vinclé normatif qui liait le droit à la forme d'Etat de droit (soit libéral ou *Welfare*).

Je vais essayer d'esquisser une réflexion synthétique des points sur lesquels j'aimerais voir pivoter les axes d'une Ecole Européenne vouée à la recherche.

2. DISCUSSION: DIX POINTS POUR L'ANALYSE DE L'IDENTITÉ POLITIQUE ET JURIDIQUE EUROPÉENNE

2.1. Détournement de l'objet "juridique": les organisations complexes vis-à-vis de la crise des États-nations

Le droit a été l'objet à plusieurs reprises de la réflexion philosophique. Si l'on assume l'existence de quelque chose nommée "droit", les présuppositions vont de soi. La philosophie du droit a essayé depuis la création du terme *Rechtsphilosophie* (G. Hugo) ou *Institution* (Burlamaqui) de cerner l'objet ou référence du terme '*droit positif*' [*positum*]. Ce-faisant, les philosophes illustrés ou romantiques cherchaient déjà -si simple ou complexe qu'on puisse l'imaginer- quelque chose de 'réel' à travers d'un réseau conceptuel qui, du même coup, constituait son objet. Le droit come *système, organisme* ou *institution* suit ce chemin qui détourne le regard des données empiriques et d'un autre type d'abstraction plus proche à celle des sciences de l'homme.

Une fois accomplie la transmutation de la conscience classique en langage¹, les philosophes du droit contemporain poursuivent le type d'abstraction du XIX^{ème} siècle². Il s'agit de la recherche d'un ordre de 'déterminations sociales' dont la sémantique serait claire et parfois close sur l'axe prescriptif. C'est aussi un principe taxonomique de partage: les conduites humaines sont "légales" ou "illégales" selon les critères classificatoires que l'on choisit (système statique/ système dynamique). Ce point de départ n'est possible que sous la référence explicite ou implicite de la cohésion nationale du pouvoir étatique autour de centres

normatifs (tel qu'il est dans la pensée de H. Kelsen, H. Hart ou A. Ross). Mais ce mouvement est relativement tardif dans la pensée juridique occidentale: il faut attendre à l'oeuvre pénale de Karl Binding -*Die Normen und ihre Übertretung* (1872)- et notamment au droit public de Rudolph von Ihering -*Der Zweck im Recht* (1877)- pour voir la liaison de l'usage du terme *Norm* par rapport au *Rechtsstaat*³.

L'irruption des technologies de l'information, l'évolution des organisations et entreprises globales, la disfonction des marchés secondaires et tertiaires, a bouleversé cet ordre et les notions de sens commun du temps et de l'espace sur lequel il était fondé. De cette façon, même la notion de "*transnational arenas*" ou de "*modes de production du droit*" sont des métaphores à la recherche d'un *habitus* professionnel dans les organisations⁴.

La "production de droit" a -ou n'a pas- le même sens que "la production d'économie". G. Bateson (1994: 270) a noté déjà que le niveau logique de ces notions-là empêchent leur étude empirique. La carte n'est pas le territoire.

2.2. Détournement de l'objet "juridique": l'articulation du droit formel sur le droit informel

Néanmoins, les recherches d'Yves Dezalay (1993b, 1995) ont montré l'importance des notions formelles de droit. Dans le nouveau jeu des élites, le pouvoir de choisir langage et juridiction -le pouvoir de catégoriser- est aisément utilisé pour gérer les structures de définition du cadre des décisions. L'arbitrage et la médiation peuvent être choisis dans un champ privé dont le budget dépasse largement celui décidé par les Cours de Justice, nationales ou internationales.

Mais si cela c'est le cas, alors la crise des Administrations de Justice des États européens -*qua administration*- ne peut pas être envisagée seulement du point de vue de l'efficacité. Il faut voir aussi la crise de l'État comme une condition nécessaire du développement des marchés juridiques professionnels.

"*Le risque fondamental* -écrit Dezalay (1993a: 76)- *n'est pas celui de la mort du droit, mais paradoxalement, celui du trop grand succès du droit des affaires qui mettrait en péril l'équilibre aussi précaire que fondamental entre la justice des pauvres et la justice des riches, deux modèles de justice bien distincts mais dont la cohabitation est constitutive de la légitimité des institutions judiciaires et de leur personnel*".

Ius mercatorum (Goldman), *Universitas mercatorum* (Olgati), *Ius commune* (Arnaud), *Justice globale* (Dezalay, Garth), *Diritto mitte* (Zagrebelsky), *Flexible law* (Druckman), sont parmi les termes les plus utilisés pour se référer à ce nouveau équilibre où formel et informel s'appuient et s'opposent vis-à-vis.

2.3. Multidimensionalité des réseaux et niveaux des Administrations au niveau local, régional, étatique et communautaire

L'État subsiste, donc, en Europe à côté des organisations professionnelles ou administratives. Si l'on prend la deuxième branche, c'est l'articulation des Administrations professionnelles ce qui fait problème, parce-qu'elles sont de plus en plus présentes dans le marché des services, de production et, notamment, foncier et de finances. L'extraordinaire développement des "technopolis" et "megapolis" (P.

Hall, M. Castells, 1994; J. Borja, M. Castells, 1997) a décelé aussi le développement des formes d'organisation horizontale et verticale à plusieurs niveaux dans les Administrations Locales -les anciennes Mairies-.

Ces Administrations sont aujourd'hui multi-dimensionnelles: elles ne possèdent pas un organigramme unique. Pour bien décrire leurs fonctions et services, il faut croiser des organigrammes divers à travers des fonctions programmées elles-mêmes comme des entreprises, agissant de façon privilégiée sur le marché. Les services sanitaires et ceux de la construction, par exemple, opèrent sur ces bases collectives, parce que les diverses Administrations Locales peuvent s'associer pour signer des contrats avec les grandes entreprises privées, parfois sans aucun concours administratif et au-delà de la "loi". Ce qui produit une inversion dans le sens commun propre des législateurs et juristes de l'État de Droit.

Il ne s'agit plus d'une structure ordonnée de haut-en-bas, mais d'un réseau bien particulier, où les divers niveaux des opérations peuvent se coordonner selon des procédures changeantes et diverses. La présence de gouvernements régionaux -la Catalogne, la Lombardie- n'a fait qu'accélérer les processus décentralisateurs, mais seulement pour optimiser des nouvelles concentrations de pouvoir à divers niveaux intra- et inter- locaux (et moins aux niveaux régional et étatique).

2.4. Redoublement intra-métropolitain et micro-climats juridiques

Le dernier point va de pair avec la logique sociale segmentaire des aires métropolitaines et la logique globale des flux de l'économie informationnelle. En même temps que l'on retrouve des professionnels du droit qui suivent de près les mouvements de capitaux, nous constatons la présence de lumpen-avocats dans les zones les plus riches -le centre des villes- et, inversement, la présence de jeunes professionnels compétitifs qui apparaissent dans des petits villages inattendus (GRES, 1998; P. Casanovas, 1998b).

Dans les zones intra-métropolitaines européennes, surpeuplées et industrialisées, il y opère une logique complexe d'inclusion-exclusion. La logique de l'espace est celle des flux informationnels globalement intégrés et des espaces locaux socialement segmentés:

"El nuevo paisaje urbano está hecho de superposición de procesos socio-económicos y tiempos históricos que trabajan sobre un espacio construido, destruido y reconstruido en oleadas sucesivas de transformación urbana. Lo que la globalización produce específicamente es la aceleración de ese proceso continuo de reestructuración urbana en función de demandas y objetivos cada vez más externos a la sociedad local. De modo que los centros urbanos van convirtiéndose en conectores con lo global, las ciudades centrales en espacios de la reestructuración permanente y las periferias suburbanas en zonas de repliegue de los distintos grupos sociales y actividades económicas, ya sea por segregación o por delimitación espacial de su ámbito de existencia. En último término, las ciudades europeas mantienen la fachada de una historia urbana culturalmente enraizada, pero cada vez más habitada por flujos globales de capital, y por élites cosmopolitas pendientes de Internet. Y es tal vez en sus suburbios metropolitanos, social y funcionalmente diversificados, donde se genera la nueva sociedad local que se

articula globalmente a través del espacio reconstituido de la ciudad histórica" [J. Borja, M. Castells 1997: 59].

Ce "redoublement intra-métropolitain" [*duplicación intra-metropolitana*] et le développement irrégulier des entreprises, produit ainsi ce que nous avons appelé "micro-climats juridiques": des espaces professionnels de coexistence de générations différentes de professionnels qui se comportent différemment selon la juridiction où ils plaident et le "capital relationnel" qu'ils possèdent. La dynamique locale/globale produit des myriades de micro-climats juridiques divers qui s'entrecroisent au barreau et dans les Cours Supérieures de Justice.

2.5. Changement de la structure étatique: principes, droits de l'homme et directives versus pouvoirs hiérarchisés

Je vais poursuivre ici au niveau de la UE, un des traits du nouveau droit de l'Union: les situations claudicantes et l'utilisation des principes généraux de droits de l'homme. La construction juridique européenne rencontre à ce point-là les politiques publiques des États-nations. Il y a, de toute évidence, au moins avant le *Traité d'Amsterdam*, un manque de politique publique de l'UE par rapport, par exemple, à la situation des étrangers non-communautaires. Dans une Europe progressivement multi-ethnique et métropolitaine, les États font usage des pouvoirs internes pour bloquer les politiques des droits par rapport aux sujets juridiques (reconnus au niveau de l'Union, mais non-reconnus comme citoyens nationaux). L'Union est volontairement contradictoire à ce point-là⁵. De même, Blanca Vilà écrit:

"Si on regarde de plus près la CEDH, dans ses articles 5.1.f) (droit à la liberté et sécurité, et simple réserve de légalité de toute mesure d'expulsion) et, notamment, article 8 (droit au respect à la vie privée et familiale, au domicile et correspondance) ainsi que dans les protocoles num. 4 et 7, elle approche frontalement les droits des étrangers. En prenant les situations claudicantes les plus nombreuses, et puisque le 'droit à la non expulsion' n'est pas consacré ni dans le texte de la Convention ni par la jurisprudence (notamment Cabales et Balkandi c. UK.), la tâche de la Commission et de la Cour Européenne des Droits de l'Homme a consisté à trouver les limites de la comptabilité des mesures des États Européens en matière d'expulsion, avec les obligations souscrites du fait de la ratification de la Convention, mais sans s'attaquer frontalement aux compétences étatiques dans ce domaine" [B. Vilà 1998-99: 3, in press, manusc.].

Il se produit, donc, une globalisation communautaire de la fragmentation des droits nationaux, sans vraiment produire un système propre de droits à un autre niveau. Pourtant, si la situation est telle que nous venons de la décrire, où est la crise *juridique* des États-nation?

2.6. Changement de la structure étatique: mobilité et autonomie du concret judiciaire

Il y a plusieurs voies pour répondre la dernière question. La crise des finances du *Welfare State*, les concentrations du pouvoir et les effets de la dynamique du global étant parmi les plus connues. Mais il y a d'autres indices qui repèrent une transformation plus profonde: un vrai changement de la nature du droit à la fin du XXème siècle.

D'abord, l'éclat de la société civile parmi les structures bureaucratiques de l'État⁶. L'essor professionnel des Juges, Magistrats et Procureurs fait preuve qu'ils n'appliquent plus "la loi", mais qu'ils réagissent par des moyens non-standard à un contexte politique perçu comme dangereux ou contre lequel il pensent à reconstituer le droit. Faut-il rappeler que le cas Pinochet a été la suite d'une requête de la Unión Progresista de Fiscales (UPF)? Après, depuis le Manifeste de Genève (1997) -signé par Di Pietro, Garzón, Jiménez Villarejo...- l'usage symbolique du droit, jusque-là privilège du législateur ou du gouvernement, s'introduit aussi comme un double dogmatique dans les techniques des opérateurs juridiques.

En deuxième lieu, l'introduction dans la justice étatique des directives et possibilités de qualification selon des contextes juridiques plus larges, en dehors ou parfois contre la loi nationale. C'est comme ça que la justice communautaire agit: moyennant des juges ordinaires qui bâtissent des contextes non-étatiques, se référant aux droits fondamentaux, notamment contenus dans la Constitution, ou faisant recours aux directives et aux principes internationaux.

L'usage symbolique du droit, la référence de principes et droits communautaires et l'utilisation des droits fondamentaux renverse l'orientation *from the top-down* qui a caractérisé l'État de Droit depuis longtemps. L'on ne peut pas continuer à dire que le "principe de légalité" assure la "sécurité juridique", ou que la force du droit "s'applique à des sujets formellement équivalents. La justice matérielle des juges établit des différences locales, régionales et nationales.

2.7. Détournement de l'objet politique: de l'État de Droit à la Démocratie Juridique

André-Jean Arnaud (1991: 241 et ss.) a largement démontré ce dernier point: la complexité institutionnelle est faite des récursivités et d'enchevêtrements, mais non pas dans l'espace de l'"Infra-droit" au "Droit-imposé". Pour les raisons déjà énoncées, la cohésion n'est point normative ou rationnelle, mais symbolique et organisationnelle. Les logiques et dynamiques restent toujours sociales, et non pas attachées aux boucles conceptuels du droit.

On pourrait penser un "État démocratique de droit" ou un "État pluraliste de droit" pour la complexité juridique contemporaine. Au fond, je crois que cela n'est pas incompatible avec la pensée d'A.-J. Arnaud ou, même, à la limite, de l'État-réseau européen conçu par M. Castells.

Mais, soit dans la version *État de droit* ou dans celle d'*État légal*⁷, il s'agirait tout de même d'un oxymoron: L'État et le Droit ayant séparé déjà leurs voies dans les organisations et institutions contemporaines. On ne peut plus considérer que les "normes juridiques" contiennent des "règles de droit" ou des "règles formelles" s'enchaînant mystérieusement avec les conduites réelles par des actes de compréhension ou d'interprétation.

C'est pour cette raison que, si l'on veut poursuivre la voie des droits, on pourrait penser à une théorie politique d'une démocratie juridique plutôt que de se borner à la structure idéale des règles, normes ou -même- institutions. C'est d'une façon d'agir et de se conduire une collectivité humaine dont nous parlons, et non pas de l'autonomie des structures conceptuelles.

2.8. Détournement de l'objet épistémique: la notion de "culture juridique" versus la notion de "système normatif"

Le détournement de l'objet politique conduit à un changement sur la conception de l'objet épistémique. La notion originale d'Almond (*political culture*, 1963) et de Friedman (*legal culture*, 1975), pourrait être élargie pour y convoiter aussi des attitudes, valeurs, dynamiques et modèles de perception et de raisonnement par rapport aux organisations et aux synthèses individuelles.

Cela va de soi que les attitudes et valeurs peuvent être induites institutionnellement (et elles le sont couramment). Il y a un accord généralisé sur ce point entre différents chercheurs -e.g. J. Commaille (1995), L. Assier-Andrieu (1995), E. Blankenburg (1997). Ce dernier essaie la rédefinition de la notion de "culture juridique" d'après l'interrelation entre divers niveaux: (i) "modèles de comportement juridique" tels que l'on peut les voir dans la litigation (ou dans son absence); (ii) rapport entre ces modèles et ceux de "conscience juridique" du public et des élites professionnelles; (iii) traits institutionnels tel que l'expertise professionnelle, la composition de la profession, l'organisation des Cours de Justice et le rapport avec des modèles de discours juridique; (iv) différences dans le corps du système positif de lois substantives [Blankenburg 1997: 51].

2.9. Focalisation des notions au niveau macro-sociologique (culture juridique) et micro-sociologique (schéma problème-solution)

Je vais proposer un détour sur le schéma préalable de Blankenburg: la création des contextes pragmatiques dans les organisations à travers des interactions de leurs membres. Ce qui compte c'est de focaliser le rapport graduel et toujours changeant entre les niveaux macro-sociologiques des variables et indicateurs statistiques, historiques ou anthropologiques, et le niveau concret des structures locales (les schémas cognitifs et pratiques de transformation des individus dans des organisations). J'ai raisonné dans un autre lieu la convenance de bâtir une théorie des contextes pragmatiques (Casanovas 1998c).

Une autre façon de coudre les niveaux micro- et macro- c'est de les concevoir comme des dimensions de la communication, tel qu'elle se donne dans les moyens de résolution des conflits:

"Le droit est donc communication, lieu et objet de communication. L'étude du droit n'est plus, depuis longtemps, la seule étude des modes de résolution des conflits. Pourtant, même réduite à cela, l'étude du droit acquiert une dimension nouvelle si l'on adopte la perspective communicationnelle. Les conflits eux-mêmes peuvent en effet être abordés en tant que communications, c'est-à-dire en tant que dialogues consistant en l'échange public d'affirmations ('claims') et contre-affirmations ('counter-claims') normatives [C.J. Greenhouse]. Ceci conduit à remarquer que le droit, en tant qu'il est communication, constitue un langage et que parler de langage mène à adopter une double perspective: d'une part, la communication par le langage est un processus d'échanges; d'autre part, le langage est le produit réactualisé d'un fond commun, d'un espace culturel et identitaire" [B. Dupret 1996: 593].

V. Aubert, C. Greenhouse, E. Le Roy, L. Assier-Andrieu, L. Nader, sont parmi ceux qui ont essayé de distinguer entre structures binaires et tertiaires de résolution de conflits. Une telle dialectique,

néanmoins, a besoin de la traduction théorique dans une grille plus fine du rapport entre discours, valeurs, attitudes et cognition.

2.10. Focalisation des études empiriques sur le comportement [behavior] dans les logiques de la dynamique globale/locale: identité et pluridimensionalité des sujets de droit

L'analyse ne peut pas se substituer aux études empiriques: il nous faut avoir des données pour bien envisager la transformation du droit contemporain. Ces données peuvent être de types bien divers: statistiques, vidéographiques, transcriptions d'interviews... Bientôt, va se poser la question d'une identité plurielle qui fait les fonctions de synthèse des axes hypothétiques sur lesquels les sujets se posent les questions de l'ordre, la justice et les intérêts.

Il est toujours difficile de deviner le rôle des émotions et des sentiments dans la construction des sujets de droits. Mais, semble-t-il, la construction réflexive de l'identité résume l'autonomie individuelle et, par contre, sert aussi à monter les limites d'une telle autonomie. De ce point de vue, l'identité reste dans la tension entre l'histoire du groupe et le parcours de ses membres.

3. CONCLUSION PROVISOIRE: POUR UNE ÉCOLE EUROPÉENNE DE SOCIOLOGIE DU DROIT

De ce qui précède, j'aimerais en tirer trois perspectives sur l'intégration des cultures juridiques européennes:

- (1) Dissolution de l'autonomie du droit: l'implosion interne des droits collectifs dans les conflits.
- (2) Imaginaire juridique vs. images de la justice.
- (3) Organisation vs. Institution // Justice vs. Juridique.

Dans notre époque il n'y a pas un seul et unique discours du droit. Il y en a plusieurs, et plusieurs d'autres sont encore en train d'émerger. Peut-être serait-il une bonne idée de faire partager des tâches de recherche aux stagiaires d'une future Ecole Européenne de Sociologie du Droit.

NOTES

1. R. RORTY a fait référence à *the linguistic turn*, et K.O. APEL à *la sémiose transcendentale* de la conscience occidentale.
2. Les "conséquences juridiques" de R.v. IHERING apparaissent sous la forme de "conséquences logiques" des systèmes normatifs; les "institutions" continuent comme des réifications conceptuelles du social. On ne peut pas lire sans surprise les expressions redondantes "existence réelle des normes" ou "normativité des normes" [N. MacCORMICK, O. WEINBERGER, 1992: 16-17].
3. Vid. R. ORESTANO (1989: 102-103), P. CASANOVAS 1996. ORESTANO écrit par rapport à IHERING: *"Non solo egli l'accoglie in Der Zweck im Recht del 1877, ma ne analizza ed estende con estrema lucidità la portata, parlando degli imperativi del diritto, della morale, dei costume e di quelli posti ad opera dello Stato. E a proposito di questi ultimi che egli impiega l'espressione 'norma coercitiva statale', definendo il diritto 'l'insieme delle norme coercitive vigenti in un certo Stato'. Poco più oltre si dedica ad un'elegante dissertazione su Gesetz, Verordnung, Satzung, Satz,*

festsetzen, setzen, stellen (=al latino statuere, donde statuta, constituere e constitutio), feststellen, Auflagen, richten, Richtung e sul latino norma e per altro torna a spiegare Norm con Regel. Il latino norma -egli dice- è la 'squadra del disegnatore', norma iuris è la 'regola del diritto'. Il cerchio torna nuovamente a chiudersi, con una metafora che fa da supporto all'altra".

4. "A legal mode of production includes:
 - the way the legal profession and the delivery of its services is organized;
 - the allocation of roles among the various positions in the legal field (practitioners, law appliers, academics, etc.);
 - the way the field produces the habitus, including variations in education and the importance of social capital (personal background and relationships) in recruitment into the field;
 - the modalities for the articulation of authoritative doctrine, and the way these are related to relationships between players and positions;
 - the role lawyers linked to global actors and transnational regimes play in a given legal field;
 - the relationship between regulation and protection; and
 - the dominant mode of legitimation" [D.M. TRUBECK, Y. DEZALAY, R. BUCHANAN, J.R. DAVIS 1994: 419].

5. Ainsi, les juristes chargés de rédiger la nouvelle agenda de droits de l'homme pour le XXI^{ème} siècle, écrivent:

"The paradoxical nature of the Union's human rights policies may be illustrated by reference to two events of recent months. The first is the final statement adopted by the European Council at Cardiff in June 1998. Its content reveals the ease with which human rights can be rendered almost invisible in major declarations in EU policy. The phrase 'human rights' is used once in the space of 97 paragraphs, spread over 16 pages. The phrase 'human rights' is used once in the space of 97 paragraphs. In that reference, the Council 'calls on Indonesia to respect human rights' in relation to East Timor (para.93). Even the word 'rights' appears only twice in the entire document [...]

The second event was a ruling by the European Court of Justice on 12 May 1998 [Judgement C-106/96, United Kingdom v. Commission] which threw into doubt the legal basis for much of the funding provided by the Commission for human rights and democracy-related activities. Among the results of the Judgement are the freezing of a very considerable number of projects, the urgent need to consider draft Regulations concerning the EU's external human rights policies, and increased awareness of the entirely unsatisfactory legal basis for many of the activities needed to monitor and promote respect for human rights within the Union." [Ph. ALSTON, J.H.H. WEILER 1998: 23-24]

6. Je ne considère pas ici le cas inverse et également présent: l'essor des formes juridiques parmi la société civile elle-même. Le renouvellement des médiations civiles et familiales et le renouvellement des formes de justice communale en sont des exemples.

7. "La langue française comporte une distinction qui manque de clarté, elle aussi. C'est celle que Carré de Malberg a introduit entre 'État légal' et 'État de droit'. Le premier est un système dans lequel le pouvoir ne s'exerce que conformément à la loi, ce qui entraîne, selon lui, une double garantie: d'une part, les gouvernés sont garantis contre toute surprise, d'autre part, en raison de son caractère abstrait et général, la loi sera édictée dans un esprit relativement désintéressé et tous y seront également soumis. C'est notamment l'administration qui ne peut s'exercer que *secundum legem*, en conformité avec les lois. 'Il ne faut pas, écrit Carré de Malberg, confondre ce système avec ce que l'on appelle le régime de l'État de droit par opposition à l'État de police'. L'État de droit, quant à lui est: 'un état qui, dans ses rapports avec ses sujets et pour la garantie de leur statut individuel, se soumet lui-même à un régime de droit, et cela en tant qu'il enchaîne son action sur eux par des règles dont les unes déterminent les droits réservés aux citoyens, dont les autres fixent par avance les voies et moyens qui pourront être employés en vue de réaliser les buts étatiques'" [M. TROPER 1992: 52-53].

- ALSTON, Philip; WEILER, John H.H.: "The European Union and Human Rights: Final project Report on an Agenda for the year 2000" in Judge CASSESE, A.; LALUMIÈRE, C.; LEUPRECHT, P.; ROBINSON, M.: *Leading by Example: A Human Rights Agenda for the European Union for the Year 2000*. 1998.
- ARNAUD, André-Jean: *Pour une pensée juridique européenne*. Paris, PUF, 1991.
- ARNAUD, André-Jean: *Entre modernité et mondialisation. Cinq leçons d'histoire de la philosophie du droit et de l'État*. Paris, L.G.L.J., 1998.
- ASSIER-ANDRIEU, Louis; COMMAILLE, Jacques: *Politique des lois en Europe. La filiation comme modèle de comparaison, Droit et Société* v. 11/1995.
- BERLIN, Isaiah: *El sentido de la realidad. Sobre las ideas y su historia* (1996). Madrid, Taurus, 1998.
- BATESON, Gregory: "El nacimiento de una matriz, o doble vínculo y epistemología" (1977) in BATESON, G.: *La unidad sagrada. Pasos ulteriores hacia una ecología de la mente*. DONALDSON, R.E. (ed.). Barcelona, Gedisa, 1993, p. 256-283.
- BLANKENBURG, Erhard: *Patterns of Legal Culture: The Netherlands Compared to Neighboring Germany*. Duitsland Instituut Universiteit van Amsterdam, 1997.
- CASANOVAS, Pompeu: *Gènesi del Pensament Jurídic Contemporani*. Barcelona, Proa, 1996.
- CASANOVAS, Pompeu: "Las formas sociales del derecho contemporáneo: el nuevo ius commune", *Working Paper* 146/98, Barcelona, ICPS, 1998a.
- CASANOVAS, Pompeu: "Cultura jurídica profesional y transformación interna de la sociedad civil y del Estado en España". Summer Course. KURCZEWSKI, J. (ed.): *El buen gobierno como problema de la sociología del derecho*. Oñati, IISJL, 1998b.
- CASANOVAS, Pompeu: "Pragmatics and legal culture: a general framework", *Working Paper* 159/98, Barcelona, ICPS, 1998c.
- CASTELLS, Manuel: *La era de la información. Economía, sociedad, cultura. Vol. 3. Fin de milenio*. Madrid, Alianza Editorial, 1998.
- CASTELLS, Manuel; BORJA, Jordi: *Local y global. La gestión de las ciudades en la era de la información*. Madrid, Taurus, 1997.
- CASTELLS, Manuel; HALL, Peter: *Tecnópolis del mundo. La formación de los complejos industriales del siglo XXI*. Madrid, Alianza Editorial, 1994.
- DEZALAY, Yves: "Un 'bing-bang' professionnel? Les enjeux professionnels et politiques de la globalisation du marché du service aux entreprises" in FERRARI, V.; FARALLI, C.: *Law and Rights. Proceedings of the International Congress of Sociology of Law for the Ninth Centenary of the University of Bologna*. Milano, Giuffrè, 1993a, p. 51-80.
- DEZALAY, Yves: "Multinationales de l'expertise et 'dépérissement de l'État'", *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* n. 96-97/1993b, p. 3-20.
- DEZALAY, Yves: "'Turf battles' or 'class struggles': the internationalization of the market for expertise in the 'professional society'", *Accounting Organizations and Society* vol. 20. n. 5/1995, p. 331-344.
- DEZALAY, Yves; GARTH, Bryant: "Droits de l'homme et philanthropie hégémonique", *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars n. 121-122/1998, p. 23-41.
- DUPRET, Baudouin: "Répertoires juridiques et affirmation identitaire", *Droit et société* n. 34/1996, p. 591-611.

- GRES (Grup d'Estudis Sociojurídics UAB): *Preenquesta a joves advocats*. 1998.
- MacCORMICK, Neil; WEINBERGER, Ota: Pour une théorie institutionnelle du droit. Paris, L.G.D.J., 1992.
- ORESTANO, Riccardo: "Norma statuita e norma statuenta. Contributo alle semantiche di una metafora", *Edificazione del Giuridico*. Bologna, Il Mulino, 1989.
- TROPER, Michel: "Le concept d'État de droit", *Droits. Revue française de théorie juridique* n. 15/1992, p. 51-64.
- TRUBECK, D.M.; DEZALAY, Y.; BUCHANAN, R.; DAVIS, J.R.: "Global Reestructuring and the Law: Studies of the Internationalization of Legal Fields and the Creation of Transnational Arenas", *Case Western Reserve Law Review*, vol. 44 n. 2/1994, p. 407-498.
- VILÀ, Blanca: "L'unité et l'universalité des Droits de l'Homme à l'épreuve du fractionnement du Droit à l'Union Européenne (à la recherche d'un statut cohérent pour les étrangers non communitaires)" in ALSTON, P. (dir.): *An European Union Human Rights Agenda for the New Millenium*. Bruxelles, Oxford, Ed. Bruylant, Oxford University Press, 1998-99. [in press]
- ZAGREBELSKY, Gustavo: *El derecho dúctil. Ley, derechos, justicia*. Madrid, Trotta, 1995.